



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

## Préfecture

Direction de l'animation  
des politiques publiques  
Bureau des installations classées

N° 80-2016/E

**Arrêté préfectoral d'enregistrement  
relatif à l'exploitation de l'élevage porcin  
exploité par l'EARL SAINT-COME  
aux lieux-dits Saint-Côme et Pennarvouez sur la commune de SAINT-NIC  
(siège social Pennarvouez à SAINT-NIC)**

RAA-Arrêté n° 2016202-0002 du 20 juillet 2016

**Le Préfet du Finistère  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code de l'environnement et notamment les titres 1er du Livre II et du Livre V (parties législative et réglementaire), avec en particulier ses articles L.512- 7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 et suivants concernant l'enregistrement ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral régional du 14 mars 2014, établissant le programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le guide départemental de référence pour la défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2014156-0005 du 5 juin 2014 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 119/02 A du 5 juillet 2002 complété par l'arrêté préfectoral n°15-2013/AE du 15 janvier 2013 autorisant l'EARL LAROUR Yves à exploiter un élevage porcin aux lieux dits Saint-Côme et Pennarvouez à SAINT-NIC ;

- VU la demande présentée le 13 mai 2015 par l'EARL LAROUR Yves pour l'enregistrement des installations de l'élevage porcin susvisé dans le cadre de l'installation d'un jeune agriculteur- Monsieur GUEGUEN Anthony- assorti d'une extension des effectifs régulièrement autorisés (augmentation de 445 animaux équivalents) incluant le réaménagement des bâtiments existants, la construction d'une porcherie d'engraissement et d'un hangar de fabrication d'aliments- et d'une mise à jour du plan d'épandage aux lieux dits Saint-Côme et Pennarvouez à SAINT-NIC ;
- VU le changement d'exploitant en date du 15 juillet 2015 au nom de l'EARL SAINT-COME (gérant M. GUEGUEN Anthony - siège social Pennarvouez à SAINT-NIC) pour la reprise de l'élevage porcin susvisé (extrait Kbis du 10 juillet 2015) ;
- VU le dossier technique annexé à la demande ;
- VU l'avis émis par le directeur de la délégation territoriale du Finistère de l'agence régionale de santé, le 27 mai 2015
- VU le rapport n° 2016 04155 et les conclusions de l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées en date du 29 juin 2016 ;
- VU les autres pièces du dossier ;

#### CONSIDERANT

- Les éléments techniques du dossier et l'avis de l'ARS ;
- Qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture du Finistère

### ARRETE

---

## **TITRE 1 PORTÉE ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

#### **ARTICLE 1-1-1: EXPLOITATION, DURÉE, PÉREMPTION**

**Les installations de l'élevage porcin exploitées par l'EARL SAINT-COME sur les sites de Saint-Côme et Pennarvouez à SAINT-NIC sur la commune de SAINT-NIC (siège social : Pennarvouez à SAINT-NIC), faisant l'objet de la demande susvisée sont enregistrées.**

Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

## **Chapitre 1.2. Nature et localisation des installations**

### **Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique</b>	<b>Nature de l'installation et volume de l'activité</b>	<b>Régime (*)</b>
2102	Porcs (activités d'élevage, vente, transit, etc. de) en stabulation ou en plein air, à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques :  2 a. Plus de 450 animaux équivalents	2132 animaux équivalents répartis comme suit : <i>Site de Pennarvouez à SAINT NIC</i> ✓ 180 reproducteurs ✓ 624 porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs) ✓ 916 porcs de moins de 30 kg  <i>Site de Saint-Come à SAINT NIC</i> ✓ 785 porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs)	E

(\*) E enregistrement, DC déclaration avec contrôles périodiques, D déclaration

## **Chapitre 1.3 Prescriptions techniques applicables**

### **Article 1.3.1 : Prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs (arrêté préfectoral n° 119/02 A du 5 juillet 2002 complété par l'arrêté préfectoral n°15-2013/AE du 15 janvier 2013) qui sont abrogées, sauf les prescriptions suivantes qui sont maintenues ou modifiées, au titre du bénéfice de l'antériorité des installations existantes :

- Maintien des bâtiments existants à moins de 100 m de tiers sur le site de Saint Côme

### **Article 1.3.2 - Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2102 2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

### **Article 1.3.3 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales, aménagement des prescriptions**

*Sans objet*

### **Article 1.3.4 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcements des prescriptions**

*Sans objet*

## **Chapitre 1.4 Mise à l'arrêt définitif d'un site**

*Sans objet*

---

## **TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

---

### **Chapitre 2.1. Aménagements des prescriptions générales**

*Sans objet*

### **Chapitre 2.2. Compléments, renforcement des prescriptions générales**

*Sans objet*

---

## **TITRE 3 – MODALITES D'EXECUTION, VOIE DE RECOURS**

---

### **Article 3.1 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 3.2 : Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre Ier du livre V du Code de l'Environnement.

### **Article 3.3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de RENNES :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

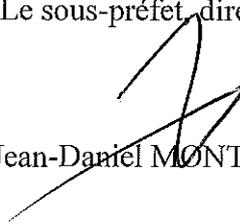
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 3.4 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet de CHATEAULIN, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et d'une insertion sommaire dans deux publications habilitées pour les annonces légales.

Fait à QUIMPER , le 20 JUIL. 2016

Le préfet  
Pour le préfet,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,

  
Jean-Daniel MONTET-JOURDRAN

### **DESTINATAIRES**

- Sous-préfecture de CHATEAULIN
- Mairie de SAINT-NIC
- Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère
- Délégation départementale du Finistère de l'A.R.S.de Bretagne
- Inspection de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP)
- EARL SAINT-COME – SAINT-NIC